

Secrétaire départementale: Rachel SUGNEAU
Contact :03.25.30.68.66
Mèl : fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr
Site Internet : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/052/>

Compte rendu CTL du 19 avril 2016

Ont participé en qualité de représentants titulaires de FO Rachel Delacourt, Céline Lefèvre, Rachel Sugneau et Guillaume Tavin

1) Approbation du PV du CTL du 24 mars 2016

	FO	SOLIDAIRES	CFDT
POUR	4	1	1
CONTRE			
ABSTENTION			

Mme Barjot revient sur la suspension de la fermeture de la trésorerie d'Andelot. Elle retrace les faits depuis l'annonce de la fermeture. Ce projet a été présenté aux élus locaux qui ne souhaitent pas la fermeture au 1^{er} janvier 2017.

Leur demande était appuyée par les sénateurs. Une réunion a été organisée en préfecture le 8 avril en présence de la préfète, des conseillers départementaux, de la mairesse d'Andelot, du sénateur et de représentants de la DDFIP.

Il a été décidé de fermer la trésorerie d'Andelot mais au 1^{er} janvier 2018, à la condition que les élus travaillent sur la mise en œuvre d'une maison de services au public.

Mme Barjot ajoute que les agents n'étaient pas opposés à la fermeture (si Mme Barjot le dit). Elle ajoute que, si elle l'avait souhaité, elle aurait pu transférer l'impôt dès le 1^{er} janvier 2017.

FO est intervenu au motif que les élus avaient affirmé que la condition de la suspension était liée à une absence de date butoir, propos confirmés par le conseiller départemental et le sénateur rencontrés la semaine dernière.

Mme Barjot répond que le message de fermeture au 1^{er} janvier 2018 était très clair pour la préfète et elle. Elle transférera l'impôt au 1^{er} janvier 2018 et les collectivités au 1^{er} septembre 2018. Pour elle, les élus n'ont pas compris.

Par ailleurs, le transfert de la gestion de la Maison d'Accueil Spécialisé d'Andelot à la paierie n'est pas encore certain.

Nous avons pris contact après le CTL avec le conseiller départemental en charge du dossier, celui-ci nous a confirmé qu'aucune date butoir n'avait été retenue lors de la réunion en préfecture conformément à la demande des élus et du sénateur et ajouté que les élus avaient très bien compris ! ! ! !

2) Compte rendu du budget 2015/ Budget 2016

Le responsable du BIL présente le bilan 2015.

Les principales économies ont porté sur la suppression des loyers et charges de la trésorerie de Val de Meuse. La mise en place d'une solution de type courrier industriel a permis de limiter l'augmentation des coûts liés à l'affranchissement.

Les dépenses d'investissement sont principalement liées aux matériels informatiques (écrans, unités centrales, PC portables) et également à l'immobilier avec la mise en conformité de la sécurité de l'accueil de la trésorerie de Chaumont et l'aménagement du box de l'accueil du SIP de Chaumont (sujet récurrent évoqué en CTL et CHSCT depuis des années, il était temps).

En matière d'entretien lourd, des travaux de réfection de la toiture de la DDFIP et le changement des pompes de relevage du CFP de Saint Dizier (Brigadier Albert) ont été effectués.

Un Renault Trafic a également été acquis en remplacement du Jumpy devenu obsolète.

Suite à la mise en œuvre d'une convention nationale avec la Banque Postale, les dégagelements de trois trésoreries ne se feront plus que par transports de fonds (augmentation des charges).

M. Colnot précise que les coûts de la réorganisation du SIP (à la demande du chef de service et des agents selon la direction) et du déménagement de la paierie départementale sont largement compensés par les futures économies (loyers, fluides et entretien de la paierie) sans aucune dégradation des conditions de vie au travail des agents.

Le budget a été maîtrisé avec un reliquat de 1,60 € (hors charges à payer, factures réceptionnées après le 10 décembre 2015).

Concernant le prévisionnel 2016, FO constate que ce budget est encore à la baisse. La direction répond que ce budget est légèrement à la hausse en terme de dotation par agent.

Des travaux d'investissement ne sont pas prévus au programme, hormis des travaux de peinture à la DDFIP consécutifs aux fuites d'eau liées à la toiture défectueuse.

L'achat de matériel informatique va se poursuivre.

De nouvelles économies en matière d'affranchissement sont envisagées notamment avec la généralisation de CLIC'ESI sous couvert de la fourniture d'imprimés compatibles avec le logiciel.

La Direction Générale a décidé de laisser aux directions le bénéfice des économies d'affranchissement liées à CLIC'ESI pour cette année.

Par ailleurs, un test est actuellement en cours à la trésorerie de Langres sur le transfert des Avis de Sommes à Payer (ASA) directement sur un centre informatique, cependant ce choix pose le problème de l'envoi des flyers promotionnels pour l'utilisation de TIPI.

De plus, un autre test est en cours, également à la trésorerie de Langres, sur le développement du Protocole d'Echange Standard (PES) ASA avec un échange en direct des collectivités vers le centre de Meyzieux.

FO interpelle la direction concernant l'achat de fournitures soumis à validation obligatoire du service Budget et les économies effectuées. M. Colnot répond qu'en effet, les économies sont marginales, cependant ce système évite « les commandes inflationnistes » et le principe de stock.

FO s'étonne du manque de confiance de la direction à l'égard de ses chefs de service.

3) Analyse du dispositif du Tableau de Bord de Veille Social (TBVS)

Mr Colnot rappelle l'obligation de discrétion quant aux éléments fournis car, sur certains sites de petite taille, les éléments pourraient être individualisés.

Le TBVS recense:

- Le nombre d'agents en Équivalent Temps Plein (ETP) et physiques
- Nombre de congés maladie de courte durée inférieure ou égale à 5 jours
- Nombre de jours de congés annuels ou ARTT mis sur un CET
- Nombre d'écrêtements des horaires variables
- Taux de demandes de mutations
- Nombre de réunions tenues dans les services
- Nombre de signalements de violences physiques ou verbales d'origine interne et externe
- Nombre d'accidents de service avec arrêts maladie

- Nombre de maladies professionnelles
- Nombre de droit d'alerte ou de retraits exercés
- Suicides et tentatives (hors et sur lieu de travail)

Le TBVS en est à sa quatrième année d'existence.

L'analyse des indicateurs est au plus proche, service par service, agent par agent.

Une baisse des arrêts de travail de longue durée est constatée, a contrario des arrêts de courte durée en augmentation.

Les fiches de signalements sont en hausse, cela ne signifie pas qu'il y a plus d'incidents mais que les collègues n'hésitent plus à faire remonter.

Les écrêtements horaires sont en baisse et le versement de jours sur les CET est en léger recul.

Concernant les réunions, FO souhaite préciser que les réunions, particulièrement dans les petites structures, ne sont pas nécessairement formalisées même si elles sont régulières.

Mme Barjot répond qu'elle a demandé à tous les chefs de service de les formaliser de manière mensuelle et de lui faire remonter les points abordés ainsi qu'un compte-rendu succinct. Par ailleurs, c'est un objectif qui a été fixé à tous les chefs de service lors de leur entretien d'évaluation.

4) Résultats du baromètre social de l'enquête 2015

Une enquête a été réalisée du 15 juin au 3 juillet 2015 auprès de l'ensemble des agents de la DGFIP. Au niveau départemental, le taux de participation atteint 66,05 % (49,54% au niveau national).

Il en ressort différentes observations :

- Les agents haut-marnais sont fiers et ont un fort intérêt pour leur travail au sein de la DGFIP.
- Les responsables hiérarchiques directs sont reconnus comme des interlocuteurs de qualité, et ce, dans tous les types de structures (direction, trésoreries, SIP et SIE).
- Le ressenti du stress par les agents est supérieur à la moyenne nationale avec pour principale cause énoncée : la charge de travail.
Un manque de temps et des situations de travail dans l'urgence sont assez fortement évoqués par les agents.
- Une forte progression du sentiment de disposer d'un cadre et de conditions matérielles et informatiques adaptés est constatée.

- Des situations de contact avec l'usager parfois tendues et/ou complexes sont exposées.
- Les agents sont pessimistes quant à leur avenir à la DGFIP et au sein de leur unité de travail, mais en revanche, ils sont attachés à leur service.

5) Questions diverses

- ➔ La direction propose de faire un point sur la campagne Impôt sur le Revenu 2015 (point omis à l'ordre du jour). Une baisse de l'accueil physique est constatée, à contrario de la hausse de l'accueil téléphonique liée à un problème de standard sur le site de Saint Dizier.
Mme Godard souhaite également évoquer la campagne 2016 dont l'orientation principale est la promotion de la déclaration et des services en ligne.
Un poste informatique est mis à disposition dans chaque SIP pour permettre aux usagers de faire leur déclaration en ligne.
Elle rappelle que les usagers, dont le Revenu Fiscal de Référence est supérieur à 40000 € (foyer fiscal), devront faire leur déclaration en ligne.
Une conférence de presse sera organisée le 21 avril.
- ➔ FO a appris que des bornes CAF sont mises à disposition des usagers dans les 4 gros CFP. La direction répond qu'en effet, ce sont les mêmes postes mis à disposition pour la déclaration en ligne.
- ➔ FO demande si les chiffres du contentieux et gracieux liés à la suppression de la case E (veufs, divorcés, célibataires ayant eu des enfants) puis aux annonces du 1^{er} ministre en novembre sont connus. La direction ne les a pas en sa possession mais nous les communiquera lors du prochain CT.